

11 JUIN 2024



AMAZON

À Annecy, les salariés d'Amazon France poursuivent la grève débutée mardi 21 mai 2024 avec le soutien de leur syndicat SUD commerce et services AURA. Dans la nuit du mardi 28 mai au mercredi, une action de blocage de l'activité a été organisée pour ralentir l'approvisionnement de l'entrepôt. Une action coup de poing à la mesure du mépris dont fait preuve depuis une semaine la direction à l'égard des salariés en grève. Après 7 jours de grève, les salariés sont déterminés à se faire entendre, de plus en plus de grévistes rejoignent la lutte. Suite à plusieurs échecs dans les instances pour résoudre les problèmes du site, la grève s'est imposée comme une évidence dans le rapport de force. La direction fait preuve de mauvaise foi en refusant de négocier, prétextant que c'est de la compétence du siège national, alors que le découpage de la société prévoit bien une entité « amzl sud » où Solidaires SUD est la première OS aux dernières élections du CSE.

Nous réclamons une nouvelle réunion de négociation dans les plus brefs délais.

Soutenez-les, les savoyards sur le piquet de grève tous les matins à 10h devant l'entrepôt au Rond point du chemin de Branchy.

Vous avez aussi la possibilité de soutenir l'action des grévistes en apportant votre contribution à la caisse de grève : <https://www.papayoux-solidarite.com/fr/collecte/caisse-de-greve-amazon-france-transport-seynod>

Nos revendications :

- > Hausse des salaires pour faire face à l'inflation
- > Prime de ville chère 100 euros tout de suite
- > Mise en place de chariots XPT adaptés et des déchargements mécanisés
- > Organiser le travail en sécurité, fluidifier les arrivées

Centres d'appel

TELEPERFORMANCE : LE PDG LAISSE UN POUBOIRE

Alors que la Bourse ne cesse de sanctionner l'action «Teleperformance» depuis le rachat de Majorel et les annonces autour de l'impact l'intelligence artificielle le PDG du groupe fait la une des journaux pour son salaire. En effet, Daniel Julien (le PDG) a été désigné comme le second patron le mieux payé de France ! Pour l'année 2022, il a touché au total, tenez-vous bien, 19,7 millions d'euros ! Le patron du leader mondial des centres d'appels est d'ailleurs, parmi les dirigeants du CAC 40, celui dont l'écart de rémunération avec ses salarié.e.s est le plus élevé, selon Proxinvest. Il aurait gagné 1 453 fois plus que le salaire moyen de son entreprise en 2022 !

Face au refus de l'entreprise de négocier et en complément des appels à la grève effectués régulièrement depuis janvier, un appel à la grève a été lancé à notre initiative en intersyndicale. La mobilisation devant l'assemblée des actionnaires a été restreinte mais en région l'appel fut suivi avec plus ou moins de succès. A Belfort l'appel fut accompagné d'un volet sur l'emploi puisque le principale client (EDF) a mis fin au contrat. Si le groupe est numéro mondial et plutôt confortable dans ses dividendes (3,45€ par action) c'est aussi au détriment de l'emploi notamment en France. Que ce soit dans la branche ou à Teleperformance, les appels à la grève se multiplient sur les salaires avec en ligne de mire les négociations qui devraient se conclure en juin.

Le patron de Teleperformance, sans doute pour rassurer les investisseurs, et donc la Bourse, et faire taire les critiques dans les médias, a annoncé qu'il allait renoncer à son argent de poche que l'entreprise devait lui attribuer au titre du plan d'actions de performance. La renonciation représente à la valeur de l'époque 10 069 000 €, soit 33 335 actions.

La lutte pour une autre répartition des richesses continue !

poids lourds, signalisation au debrief, chaussures de sécurité conformes

- > Révision des cadences pour un stock de bags suffisant, mettre fin au chargement de la 3^e rangée picking, suppression des sacs de la rangée du bas
- > Équipe de matin et nuit retour aux anciens plannings, fin des grandes amplitudes aux équipes d'après midi
- > Fin du sous effectif permanent, hausse du recrutement en CDI
- > Traitement équitable de la rotation des postes
- > Recrutement d'un-e deuxième RH sur la station
- > Arrêt des pressions sur les salariés, aucune répression sur les salariés mobilisés
- > Paiement des jours de grève, la direction doit négocier !



Audiovisuel public

LE SERVICE PUBLIC AUDIOVISUEL EN LUTTE POUR SA DIVERSITÉ

« Nous sommes en grève pour défendre un audiovisuel public renforcé, indépendant et multiple »: le 23 mai, devant le ministère de la Culture, l'intersyndicale (SNJ, SUD, mais aussi CFTD, CGT, FO, UNSA...) affirme son opposition au projet de restructuration mené au pas de charge par Rachida Dati.

Le gouvernement souhaite en effet imposer un regroupement, puis une fusion, de plusieurs sociétés du service public audiovisuel : France Télévisions, Radio France, et l'INA (le sort de France Médias Monde, qui édite France 24 et RFI, est encore incertain). Le tout dans un calendrier extrêmement resserré, avec la création d'une holding en 2025 et un passage à l'entreprise unique dès 2026.

Ce projet de restructuration, combattu par les salariés, ne s'appuie sur aucune ambition éditoriale. C'est en réalité une vieille obsession des parlementaires de droite et d'une partie des macronistes. Il s'agit d'un pur projet politique, dogmatique, qui fait planer sur le service public l'ombre des « rationalisations » qui suivent généralement les fusions : suppressions de postes, destruction de collectifs de travail, abandon de programmes. Déjà affaibli par la suppression de son mode de financement historique (la « redevance audiovisuelle »), en 2022, le service public de la radio-télévision est à nouveau attaqué.

Depuis début mai, les salariés du service public audiovisuel s'organisent pour lutter ensemble et éviter de se retrouver engloutis dans une giga-structure bureaucratique. La totalité des organisations syndicales représentatives appelle d'abord à deux jours de mobilisation, les 23 et 24 mai. Cette première mobilisation est un succès, avec notamment 72% de journalistes en grève à Radio France et des rassemblements revendicatifs partout en France.

La semaine suivante, les salariés s'adressent directement aux publics de leurs chaînes et lancent une pétition en ligne qui réunit plus de 15 000 signatures en trois jours : <https://www.change.org/p/oui-au-pluralisme-et-%C3%A0-l-ind%C3%A9pendance-des-m%C3%A9dias-audiovisuels-publics-non-%C3%A0-leur-fusion>

Côté politique, l'examen du texte de loi « réforme de l'audiovisuel public », prévu fin mai, a été reporté à fin juin, voire septembre. Les syndicats comptent bien mettre à profit ce petit répit pour mobiliser et informer sur les dangers de ce projet. Le SNJ sera en première ligne pour défendre les services publics !

Finances publiques

EN ACTION POUR LA DÉFENSE D'UN SERVICE PUBLIC DE PROXIMITÉ DE QUALITÉ!

Le 21 mai, dernier jour du dépôt de la déclaration papier sur les revenus, a été l'occasion pour Solidaires Finances publiques, par différentes actions (pétitions, distributions de tracts, grève...) de sensibiliser les usagers sur un service public essentiel mais de plus en plus démuné faute de moyens humains, tout en répondant à leurs questions concernant leur déclaration. A Dole (39), 18 agents sur 24 étaient en grève, obligeant ainsi la direction locale à décaler la date de dépôt de la déclaration papier. Ces actions ont permis de rappeler que le service public des finances publiques était celui des usagers et qu'il était urgent de le défendre, le renforcer, le développer et le rendre accessible pour toutes et tous !

Un nouveau projet de loi contre la fonction publique et les agent-es publics arrive. Après la loi destructrice de 2019, celui-ci risque de l'être encore plus avec plus de rémunération au mérite, la facilitation des licenciements etc...



La Poste

DISTRIBUTION DE LA PROPAGANDE ÉLECTORALE À LA POSTE POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES : SUD PTT NE PLIE PAS!

À chaque processus électoral, la direction de La Poste sort les mêmes violons : l'entreprise publique serait en difficulté financière, la « baisse » du courrier inquiète, donc il faut accueillir sans ciller toutes les charges de travail supplémentaires. Pourtant, comment oublier l'accroissement des colis, les imprimés publicitaires ou les « nouveaux services » à rendre à la population — faire payer ce qui relevait avant du lien social gratuit. En l'occurrence, distribuer les 47 millions de plis électoraux, pesant 350 g l'unité, en quelques jours, sans heures supplémentaires ni compensation financière, est tout sauf une paille.

Pour les collègues, c'est la goutte qui fait déborder le casier de tri. Les réorganisations et plans de flexibilité deviennent plus permanents que la révolution. Les organisations sont à flux tendus, la précarité peuple les centres postaux, les factrices et facteurs sont « smicardisés » et la fatigue s'ajoute à la déconsidération. SUD profite de la semaine impérative pour la distribution des plis électoraux pour déposer des préavis de grève sur tout le territoire, afin que les collègues s'en emparent. L'occasion de revendiquer des compensations à la hauteur de la charge supplémentaire (certaines tournées devront distribuer à pied ou en vélo jusqu'à une tonne de propagande) – sans compter les prospectus politiques ajoutés

à côté de la propagande officielle, eux aussi à distribuer (se trimballer une tronche de peste brune plusieurs jours à suivre peut donner la nausée...) – mais aussi et surtout des emplois supplémentaires !

Des agents de La Poste se sont saisis de ces préavis pour débrayer ou se mettre en grève, refusant de distribuer dans ces conditions. Quand on sait que La Poste a reçu 95 millions d'euros du ministère de l'intérieur pour traiter ces 16000 tonnes et 47 millions de produits supplémentaires, SUD PTT non seulement les soutient, mais accuse l'Etat macronisé et La Poste d'être les pires des patrons. De quoi s'en souvenir au moment de voter...

Rail

COMMENT METTRE DES NÉGOCIATIONS SOUS PRESSION !

Alors que la direction SNCF se contentait de mettre des miettes dans les réunions de concertation, les cheminotes et cheminots de l'Île de France ont sifflé la fin de cette mascarade. À l'initiative des syndicats parisiens SUD-Rail, une mobilisation puissante, paralysant le trafic ferroviaire, a obligé le PDG de la SNCF à ouvrir des négociations dès le lendemain avec les fédérations cheminotes.

Ce n'est pas la paix sociale que la fédération SUD-Rail est allée chercher dans ces négociations mais une reconnaissance financière et sociale à la hauteur de l'engagement des cheminotes et cheminots. À l'inverse de la négociation à la RATP, nous avons privilégié l'équité entre salarié-es au lieu de mettre en avant uniquement certaines catégories professionnelles.

Un accord d'entreprise a été mis à la signature. À cette heure, la fédération SUD-Rail consulte ses adhérentes et adhérents. Quoiqu'il arrive notre stratégie revendicative continuera d'être offensive ... avant, pendant et après les Jeux Olympiques.

Le 28 mai : manifestation unitaire des cheminot-es à Paris avec l'AES !

La fédération SUD-Rail avait inscrit la manifestation unitaire de mardi dans sa stratégie revendicative afin de renforcer nos actions syndicales aussi bien à l'encontre de la direction SNCF que du gouvernement. Ce sont des centaines d'adhérentes et adhérents qui ont convergé sur Paris, soutenu-es par des militant-es de notre Union syndicale Solidaires (Solidaires Etudiant-es, Solidaires Paris, SUD Culture, Solidaires Finances Publiques ...). Nous avons été la seule organisation syndicale à construire un cortège qui a réuni toutes les forces syndicales, écologiques et politiques qui nous soutiennent dans nos luttes sociales. Depuis le début de l'année, nous sommes à l'offensive dans le ferroviaire, nous engrangeons des avancées sociales ... nous allons poursuivre cette dynamique en juin.





L'EXTREME DROITE, PLUS QUE JAMAIS UN DANGER MORTEL !

Ce soir, l'extrême droite cumule près de 40% des suffrages. Ces élections européennes rendent manifeste la gravité de la situation. L'extrême droite a toujours été, et demeure plus que jamais l'ennemie mortelle des travailleurs et des travailleuses, des étranger·ères, des personnes racisées, des LGBTQI+, et de la démocratie. Le programme de toutes les extrêmes droites, c'est de préserver les privilèges du patronat et des classes sociales favorisées, en désignant des boucs-émissaires à la colère sociale : les étranger·es, les femmes, les LGBTQI+...

La percée de l'extrême droite est la conséquence de la politique menée par le gouvernement ces deux derniers quinquennats qui a notamment méprisé les luttes menées par les travailleurs et travailleuses comme par exemple lors de la réforme des retraites. Les gouvernements successifs et certains partis ont sans cesse par les propos ou par les actes légitimé les thèses racistes. Les politiques anti-sociales des gouvernements successifs conduisent directement à la progression de l'extrême droite aux élections.

L'annonce ce soir de la dissolution de l'Assemblée nationale par le Président de la République rend imminent le péril de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite. Ce faisant, il joue aux apprentis-sorciers et se fait le marchepied de l'extrême droite.

L'union syndicale Solidaires condamne cette fuite en avant. Elle appelle solennellement les travailleuses et les travailleurs du pays à s'opposer de toutes leurs forces à l'extrême droite. Pour cela, ses militant·es réuniront au plus vite les salarié·es sur les lieux de travail.

L'Union syndicale Solidaires réunira son comité national dans les prochains jours pour déterminer les mesures qu'elle prendra.